

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Crise, totalitarisme, luttes sociales et de classe en Grèce

Entretien avec des compagnons et des compagnonnes du
collectif anarchiste Cercle de feu

Cercle de Feu

Cercle de Feu
Crise, totalitarisme, luttes sociales et de classe en Grèce
Entretien avec des compagnons et des compagnonnes du collectif anarchiste
Cercle de feu
2013

Consulté le 31 août 2016 de infokiosques.net
Athènes, février 2013. Paru en mai 2014.

fr.theanarchistlibrary.org

2013

Quand le collectif Cercle de feu s'est-il créé et dans quels champs intervient-il ?

S : Le collectif politique anarchiste Cercle de feu « loge » dans le squat de Lelas Karagianni, le plus ancien squat de Grèce qui date de 1988. L'histoire du collectif est étroitement liée à celle du squat. Le Cercle de feu s'est créé en 2006. Il est issu de la rencontre du groupe anarchiste qui existait déjà dans le squat avec des compagnons de l'Assemblée Ouverte d'Anarchistes/Anti-autoritaires de l'époque. Il tire son nom du magazine Cercle de feu qui était publié par le collectif Cercle d'anarchistes à la fin des années 1990.

C : Le noyau de pensée politique de ce groupe remonte à très loin et le collectif d'aujourd'hui est formé de compagnons qui se sont rencontrés dans des luttes et des processus collectifs auxquels les gens du squat participent depuis pas mal d'années.

Pourquoi le définissez-vous comme « collectif politique anarchiste » ? Un collectif anarchiste n'est pas de facto politique ?

S : Non. Il y a aussi des approches anti-politiques qui ne se réfèrent pas à l'anarchie en terme de mouvement. En revanche, nous – comme d'autres compagnons – nous soutenons qu'un mouvement anarchiste le plus fort possible est indispensable. Un mouvement qui peut se trouver en interaction, inspirer, s'inspirer et puiser dans les luttes sociales et de classe, tout en gardant sa présence politique distincte, sans s'auto-dissoudre dans le social.

Il s'agit de ce que l'on appelle « anarchisme social » ?

S : Non, nous n'acceptons pas ce terme, car nous considérons que l'anarchisme s'adresse de facto à la société.

C : Nous, nous parlons de révolution sociale. Le terme d'« anarchistes sociaux » n'est pas le nôtre. C'est celui qu'emploient les individualistes pour se distinguer de nous.

Les fronts de lutte qu'on ouvre, les fronts auxquels on participe et dans lesquels on investit nos forces, ont beaucoup à voir avec l'histoire des gens qui forment ce groupe. En effet, parmi nous, il y a des compagnons qui ont une grande expérience des luttes du passé. De nombreuses questions dont on s'occupe maintenant avaient été déjà posées depuis longtemps, même si ce n'était pas avec l'intensité d'aujourd'hui.

Il y a d'abord la question de l'antifascisme. La question des résistances de classe et du renforcement de structures comme les syndicats de base. L'intervention dans les quartiers avec la contribution à la création et au renforcement d'assemblées locales, comme c'est le cas de l'Assemblée de Résistance et de Solidarité Kypselis-Patision.

Il y a aussi la question du pillage de la nature et la collaboration avec d'autres compagnons sur des fronts différents liés à cette question, comme celui du mont Parnitha,¹ le front de la lutte contre le détournement et la construction de barrages du fleuve Achéloüs,² ou encore celui de la lutte des habitants du Nord-Est de la Chalcidique³ contre l'installation de mines d'or.

Ensuite, il y a la mobilisation autour de structures auto-organisées comme celles des squats et leur défense dans le cadre de la lutte anarchiste et antiautoritaire plus large, et cela particulièrement depuis décembre 2008, depuis que ces lieux auto-organisés se trouvent à la pointe de l'attaque répressive de l'État.

S : Il y a 2-3 semaines, il y a eu une invasion policière⁴ ici, dans le squat de Lelas Karagianni 37, après l'expulsion violente de deux autres squats, ceux de

¹ Le mont Parnitha, à côté d'Athènes, a subi les conséquences néfastes de l'offensive étatique et capitaliste (construction d'un casino, installation d'antennes, de radars et de bases militaires, construction urbaine, etc.). En 2007, un incendie provoqué par les pylônes de l'Entreprise Publique d'Electricité a détruit une partie de ses forêts et brûlé vifs les animaux qui s'y trouvaient. Mais « le casino a été heureusement sauvé », selon les déclarations officielles du ministre de l'Ordre Public de l'époque. Le 29 juillet 2007, le casino a été attaqué symboliquement à coup de peinture par 27 militants et militantes, acte qui a mobilisé un grand nombre de forces policières terrestres et aériennes pour les poursuivre dans la forêt. A la même période, des marches contre le pillage de Parnitha et des blocages de la route menant au casino ont eu lieu, et depuis 2008, un camping et des manifestations annuels sont organisés contre la destruction de la montagne.

² Le projet pharaonique de détournement de l'Achéloüs et de construction de barrages hydroélectriques sur ce fleuve, l'un des plus grands du pays, entraînera la disparition de vallées, d'écosystèmes et de villages. La lutte a débuté en 1990 quand les habitants de Messochora, l'un des villages menacé d'évacuation, ont occupé le chantier de construction du barrage de l'Entreprise Publique d'Electricité et se sont affrontés à la police. Depuis 2008, des interventions-manifestations, telle que la marche vers le barrage de Messochora, ont lieu chaque été dans la région, à l'initiative de la « Rencontre Autonome de Lutte » constitué par des collectifs de compagnons d'Athènes et d'autres villes du pays.

³ La lutte des habitants des villages de Ierissos et Megali Panagia, en Chalcidique, contre le projet de la multinationale Eldorado Gold d'installer des mines d'or dans la région, remonte à 2009. Ce projet implique la contamination du sol et du sous-sol par de grandes quantités de substances toxiques nécessaires à l'extraction de l'or. Dans les années 1990, une lutte similaire dans des villages voisins avait mené à la révolte, obligeant une autre compagnie, la TVX Gold, à abandonner ses plans d'installation de mines d'or dans la région. La lutte massive et dynamique de Ierissos et Megali Panagia s'est confrontée à une répression féroce, notamment à des invasions policières et à des arrestations d'habitants accusés de sabotage.

⁴ L'invasion policière au squat de Lelas Karagianni a eu lieu le 15 janvier 2013, un peu avant

C'est à travers ce processus qu'ont en réalité émergé entre autres les assemblées de quartier, alors que des syndicats de base avaient déjà commencé à se créer. Les squats, les locaux et les espaces occupés se sont multipliés dans tout le pays. Particulièrement en ce qui concerne les anarchistes, il y a eu l'idée et le besoin de créer une organisation anarchiste qui, selon un cadre politique issu d'un accord commun et sur une base durable, s'efforce d'intervenir sur un plan politique central.

A : Aujourd'hui, cinq ans après la révolte de décembre et au milieu d'une crise généralisée du système, il est indispensable pour les anarchistes de diffuser le plus largement possible leur discours et leurs positions, à travers leur présence politiquement distincte et leur intervention dans les luttes sociales et de classe, dans le but de contribuer à la radicalisation de ces dernières, à leur connexion ainsi qu'au renforcement des ruptures que celles-ci sont capables de créer avec le régime. Mais cette présence et cette intervention ne doivent pas être momentanées et occasionnelles ; elles doivent être durables et organisées. Pour contribuer à la création d'un mouvement révolutionnaire massif capable de renverser l'État et le capital, ouvrant le chemin vers l'Anarchie et le Communisme.

réellement fonctionné dans les quartiers. Au sein de ce mouvement, il y a eu un effort d'en maintenir la forme en éliminant le contenu, c'est-à-dire en éliminant la critique de l'État et du capitalisme. Un exemple caractéristique de la grande influence des idées de l'auto-organisation, c'est que tous s'y référaient quand ils descendaient dans les rues. C'est-à-dire qu'on voyait même des partis de gauche parler de l'auto-organisation en essayant de l'investir de leurs propres caractéristiques politiques, des caractéristiques réformistes et pacifistes, sans plus avoir la possibilité de dire ouvertement « nous sommes un parti ». Ils avaient un projet politique, mais ils ne se présentaient pas comme un parti, ils se présentaient comme des individus.

Le mouvement des indignés a rencontré ses limites les 28 et 29 juin 2011, quand le rassemblement pacifiste des indignés s'est transformé en champ de bataille où l'auto-organisation a trouvé ses vrais caractéristiques, où un esprit de soutien mutuel, de solidarité a émergé et la station de métro de Syntagma¹⁵ a été occupée. Il faut dire bien sûr que ces jours-là une grève générale avait été déclarée. Et quand la manifestation appelée à la suite de la grève a rencontré le rassemblement des indignés à Syntagma, la partie la plus radicale de la manifestation a donné ses caractéristiques à cette rencontre, des caractéristiques qui ont été généralisées. Ce n'était pas une minorité qui s'affrontait avec les forces de la répression, mais beaucoup de gens qui soit participaient aux affrontements, soit les approuvaient, des gens de tous âges.

A : Mais, comme on l'a déjà signalé, ces moments d'explosion sociale ont des limites, dans le sens où ils sont en fin de compte récupérables par le système, posant ainsi une question de perspective politique.

S : A travers décembre 2008 et à travers ces luttes auparavant évoquées, à travers notre présence et notre intervention dans ces luttes, on a constaté que notre mode d'organisation n'était pas suffisant et que, tant sur un plan politique que sur un plan social et de classe, on a besoin d'organisations de base qui puissent fonctionner en commun. J'entends par là qu'il y a maintenant beaucoup de monde, que les conditions ont changé, que les personnes qui participent à ces luttes sont très nombreuses. Et toutes ces personnes ne peuvent pas s'organiser en groupes affinitaires. On a besoin d'autres formes d'organisation qui gardent le caractère de l'auto-organisation et le caractère anti-hiérarchique, mais qui répondent en même temps aux nouvelles données où de grandes masses de gens ont besoin, cherchent, essaient de s'exprimer contre le régime et doivent avoir un mode de rencontre sur une base permanente.

¹⁵ Place Syntagma : littéralement, place de la Constitution. Place où se trouve le Parlement.

Villa Amalias et de Skaramanga. Et nous avons immédiatement réoccupé le bâtiment, ce qui nous permet d'ailleurs de parler en ce moment ici.

C : Il y a d'autres domaines dans lesquels des compagnons du collectif s'impliquent, comme celui de l'art, de l'expression artistique auto-organisée. Et il y a aussi la question de la solidarité avec la lutte des zapatistes.

S : Ce squat est un squat anarchiste. Nous sommes anarchistes et squatteurs. Pour nous, le squat constitue un moyen de notre lutte plus large en tant qu'anarchistes, et non pas un but en soi. Car il y a aussi une autre conception des squats, complètement auto-référentielle.

C : On participe quotidiennement à des mouvements de lutte, à des mouvements de solidarité avec des militants persécutés, avec des immigrés, que ce soit à notre initiative ou à celle d'autres compagnons. Nous sommes un collectif ayant une analyse sur les questions sociales, mais en même temps un collectif activiste qui intervient continuellement dans le champ social.

Comment entendez-vous le terme « crise » ?

S : La question de la crise est une question énorme. Nos réponses sont le résultat d'une discussion et d'un échange d'idées au sein du groupe, mais conservent toujours une dimension personnelle. Parce qu'il s'agit de quelque chose qui évolue, qui résulte de la réalité elle-même de la vie et de la lutte. La discussion sur la crise est un processus en continuelle évolution. A mon avis, l'usage lui-même du mot « crise » et la façon dont on conçoit ce mot désigne un certain choix politique pour analyser la réalité.

C'est évident que pour les travailleurs, les chômeurs, les pauvres, les exclus, c'est-à-dire pour notre classe, la « crise » signifie l'apogée de la guerre sociale et de classe de la part des dominants. On parle de la crise d'ensemble d'un système qui se trouve en décomposition et qui s'efforce de conquérir tout aspect du social afin de continuer à se reproduire lui-même.

Notre conception de la crise présuppose la reconnaissance du capital en tant que rapport social, et pas simplement en tant que valeur économique. La production, la consommation, la vie sociale, les mentalités et les conceptions sociales résultent du mode d'organisation sociale dominant. Les manifestations de la crise constituent le produit d'une réalité sociale fondée sur le fait d'imposer l'inégalité sociale et de classe. De ce point de vue, la crise est avant tout une crise des rapports sociaux et de classe qui sont formés par le monde de l'État et

que l'entretien ait lieu.

du capital. C'est-à-dire que c'est le résultat des conditions qui sont imposées par la distinction primordiale entre dirigeants et dirigés, exploitants et exploités.

Cette crise d'ensemble se manifeste dans tout champ de l'activité sociale, c'est-à-dire dans le champ économique, politique, dans le champ de la nature et de l'environnement, dans celui des idées et des valeurs. Elle se manifeste tant sur un plan local que sur un plan international.

Le mot « crise » signifie, entre autres, l'apparition intense du symptôme d'une maladie. Dans la terminologie sociale et politique, ce que l'usage de ce terme désigne est en réalité l'apparition accrue de la contradiction qui régit le monde de l'État et du capital, celle entre les possibilités sociales réelles et la réalité telle qu'elle est formée par le fait d'imposer l'inégalité sociale et de classe.

Sur un plan théorique, les marxistes mettent surtout l'accent sur le fossé qui résulte de l'appropriation individuelle des moyens de production et sur les restrictions que cette dernière impose sur le développement des possibilités sociales productives réelles. Moi, je considère que cela constitue une partie importante de la contradiction d'ensemble. Malgré tout, je ne néglige pas l'importance d'une série de restrictions qui ne concernent pas seulement la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, mais aussi une série de rapports de pouvoir, comme par exemple ceux de séparations sexuées ou raciales, des rapports qui sont liés à l'organisation elle-même de la société par l'État, c'est-à-dire à la distinction entre dominants et dominés. C'est une distinction qui, dans tous les cas, empêche la libération sociale et le déploiement des possibilités sociales réelles.

A : Les marxistes – du moins les marxistes traditionnels – sont exclusivement centrés sur le champ économique et plus précisément sur la contradiction entre forces productives et rapports de production, une contradiction qu'ils considèrent comme dominante et dont ils saisissent le dénouement de manière déterministe. C'est-à-dire qu'ils considèrent que, d'une manière ou d'une autre, à un certain moment, elle sera tellement accrue que son dénouement sera inéluctable.

Dans un tel schéma, ce n'est pas la lutte des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des immigrés qui joue un rôle primordial dans le processus de libération sociale. Il s'agit plutôt des « réactions inévitables » des opprimés, réactions qui obéissent aux « lois » de cette contradiction.

En revanche, pour nous en tant qu'anarchistes, ce qui a une importance particulière c'est la dynamique sociale qui se développe quand les opprimés dépassent les rôles prédéterminés imposés par le régime et déploient une richesse de résistances collectives, de luttes et de révoltes, indicative de leur possibilité

aussi contribué à la formation du contenu de ce mouvement pour qu'il puisse être socialement compréhensible, que soient compréhensibles ses causes et ses objectifs. Et cela avait aussi de l'importance parmi les révoltés. C'est-à-dire qu'une orientation claire a été donnée, contrairement à d'autres révoltes où la logique de confrontation à l'intérieur de la classe n'était pas absente. Cela n'a pas eu lieu en décembre 2008, parce qu'à travers une logique politique, anarchiste, il a été clairement défini qui était l'ennemi : l'État, ses structures et ses appareils, le capital et ses symboles. Et cette logique était particulièrement diffuse parmi ceux qui participaient à la révolte. C'est-à-dire qu'il était défini à qui on s'attaque et pour quelle raison.

Pensez-vous que décembre 2008 a influencé les mobilisations de la période postérieure ?

S : Il est clair que la révolte de décembre a influencé ceux qui y ont participé et qui n'étaient pas peu nombreux. Il a laissé derrière lui un mode de pensée sur la base duquel des initiatives organisationnelles ont été prises et il y a eu une multitude de squats, de locaux, d'assemblées de quartier. Après décembre 2008, les luttes qui avaient lieu étaient clairement influencées par cette révolte, tant en ce qui concerne leurs contenus qu'en ce qui concerne leurs formes. Un exemple représentatif est celui de la lutte dans le parc Kyprou et Patission, où la décision du maire de l'époque de détruire le parc pour le transformer en parking a conduit à des affrontements avec les forces répressives. C'est une lutte qui, sous une autre forme, continue jusqu'à aujourd'hui.¹⁴

Oui, décembre 2008 a clairement influencé les mobilisations de la période postérieure. Surtout les jours de vote des mesures d'austérité prévues par les mémorandums, il y avait une mobilisation intense, des bâtiments publics étaient occupés, des rues étaient bloquées, des attaques massives contre les forces de répression avaient lieu. Évidemment, c'est aussi lié à la violence des mesures ainsi qu'à l'histoire des luttes sociales qu'on a évoquée auparavant. Ce n'est pas non plus un hasard si, après décembre, l'idée de l'auto-organisation a commencé à s'étendre socialement à tel point qu'il y a eu un effort pour l'assimiler à la vidant de son sens politique. Je me réfère ici au mouvement des indignés apparu en 2011, même si, à cette époque-là, la pratique de l'auto-organisation a

¹⁴ Après sa destruction, le parc Kyprou et Patission a été réinvesti, par des habitants du quartier et des solidaires, et est devenu un foyer d'activités sociales auto-organisées. Le maire actuel, après avoir coupé l'eau pour obliger en vain l'Assemblée de Résistance et de Solidarité Kypselis-Patission à l'abandonner, tente de le récupérer en prétextant sa rénovation.

l'auto-organisation, de la création d'un esprit collectif au sein des luttes et de l'affrontement.

Et de quelle manière cela s'est-il manifesté en décembre 2008 ?

S : En décembre 2008, quand un élève de 15 ans, Alexandros Grigoropoulos a été assassiné à Exarchia, un lieu emblématique à la fois pour les anarchistes et pour une partie de la jeunesse, c'est tout un monde qui s'est insurgé. Un monde qui avait participé aux luttes qu'on a décrites auparavant, qui avait derrière lui l'histoire des luttes de *metapolitefsi*,¹³ qui a saisi cet assassinat comme un coup contre lui et non pas comme un incident isolé et a décidé d'y répondre. Et sa réponse a été à la fois massive et offensive. On parle d'une situation où dans presque toutes les villes de Grèce, notamment à Athènes qui est le centre métropolitain, des élèves, des chômeurs, des travailleurs, et bien sûr les anarchistes sont descendus dans les rues. Il y a eu de grandes manifestations et des affrontements très durs avec les forces de la répression. Des lieux universitaires ont été occupés, des assemblées ont été créées. Des assemblées ayant un caractère anti-hiérarchique et incontrôlable, dans le sens où elles n'étaient pas contrôlées par un centre politique lié à n'importe quel parti de gauche qui aurait permis à l'État d'ouvrir un dialogue afin de pouvoir assimiler la révolte de décembre.

Un signal de contre-attaque a été donné, contre-attaque qui dépassait l'indignation et la colère contre l'assassinat de Grigoropoulos et qui puisait dans la colère contre l'oppression quotidienne, sociale et de classe. Et cela a été clairement exprimé en termes de position politique par les anarchistes. Dans toutes les mobilisations, quelle que soit la forme qu'elles aient revêtu, il y avait une participation massive et une acceptation de la part de larges franges de la société. Et pour que cela puisse avoir lieu, la présence des anarchistes avait une importance particulière, car à part le fait qu'ils ont donné le signal initial de la contre-attaque – ils étaient les premiers à descendre dans les rues d'Exarchia et à s'affronter aux forces de l'ordre dès le premier moment après l'assassinat, ce qui a dissipé la paralysie et la peur d'autres parties de la société – ils ont

¹³ *Metapolitefsi* : terme désignant la période qui s'ouvre avec la chute de la dictature militaire en 1974, caractérisée par un esprit d'agitation sociale particulièrement intense qui est le signe d'une dynamique sociale et politique débordant largement le cadre d'un passage pur et simple de la dictature militaire à la démocratie parlementaire. Mettre fin politiquement à cette période a longtemps constitué – et sous certains aspects constitue encore – un enjeu majeur pour l'État, et ce quelle que soit la forme de sa gestion politique.

de renverser l'État et le capital. Et ce dépassement peut plus facilement se réaliser et se généraliser dans une époque de crise, puisque c'est dans de telles époques que de plus en plus de gens perdent confiance dans les institutions dominantes et sont plus ouverts aux projets d'auto-organisation, de résistance et de solidarité, si, bien sûr, ils se rencontrent avec ces forces politiques qui promeuvent dans les faits ces projets.

Nous, nous entendons la crise comme une crise du système dans son ensemble, en considérant ses différentes dimensions (économique, politique, environnementale, crise de valeurs) comme un produit de la contradiction accrue du système existant d'organisation sociale. Il s'agit de la contradiction entre les besoins sociaux réels et les rapports sociaux et de classe qui imposent leur mutilation et rendent impossible leur satisfaction. C'est d'ailleurs pourquoi, la crise, au moins en Grèce, apparaît avant tout comme une crise de légitimation du système, ce qui oblige l'État à se réformer et à se cuirasser pour l'affronter.

C : Ce n'est pas un hasard si le modèle de reproduction du régime politique qui était en vigueur depuis presque 40 ans, depuis la chute de la dictature – modèle basé sur l'alternance au pouvoir de deux grands partis politiques, la Nouvelle Démocratie et le parti socialiste (PASOK) – a été renversé et si on est entrés dans une période de modifications continues et de maintien du régime à travers des alliances de partis très éphémères. Le régime utilise toutes ses réserves.

S : S'il y a un terme qui puisse traduire la réalité d'aujourd'hui, c'est celui de totalitarisme moderne. Pour nous, il signifie la mobilisation de tout mécanisme de la domination, soit officiel comme le mécanisme judiciaire et policier, soit non officiel comme les groupes fascistes, ou encore le mécanisme médiatique qui reproduit la propagande du régime et contribue à la diffusion du cannibalisme social.

Avant d'aller plus loin, pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par le terme « cannibalisme social » ?

C : Dans ses grandes lignes, c'est l'effort de l'élite politique et économique du régime pour détourner la colère sociale vers l'intérieur de la société elle-même.

S : C'est-à-dire pour transformer la guerre de classe en une guerre entre pauvres, en une guerre au sein de la classe des exploités.

C : Et cet effort a des résultats concrets et précis, comme par exemple ce que l'on appelle « automatisme social », c'est-à-dire le fait de dresser un secteur de travailleurs contre l'autre pour annihiler toute résistance. Cela passe aussi

par la revalorisation du phénomène fasciste et son encouragement pour que les fascistes s'attaquent aux immigrés, en tant que la partie la plus faible des exploités, ainsi qu'aux militants. Et un troisième point, c'est l'accentuation des conditions d'exploitation d'une partie de la population, à tel point qu'apparaissent en son sein des phénomènes de violence anti-sociale, c'est-à-dire que les faibles se retournent contre les plus faibles, en intériorisant la hiérarchie sociale de pouvoir et en reproduisant la logique du darwinisme social.

S : La base idéologique de cette condition réside depuis des années dans la question de l'individuation, dans la dissolution de tout esprit collectif de ceux d'en bas. Cette condition a été promue et maintenant que s'intensifient toutes sortes d'attaque du régime, elle s'intensifie elle aussi et prend la forme du cannibalisme social. C'est-à-dire que l'existence individualisée s'évertue à écraser celui qui est à côté, puisqu'elle a été imprégnée par l'idée de la concurrence. La concurrence ayant pour but l'ascension sociale prend maintenant la forme du cannibalisme social, puisque ce qui est en jeu c'est la survie elle-même.

Pour revenir à la question plus large du totalitarisme moderne, je veux dire qu'il y a une série de phénomènes qui est évidente, même si leur connexion n'est pas toujours simple car l'attaque menée par l'État est en évolution. Par exemple, la pauvreté augmente, le fossé entre les riches et les pauvres augmente, la taille et les possibilités des forces répressives augmentent. Le cadre juridique devient de plus en plus rigide (lois « anti- » terroristes, ADN, etc), des limitations constitutionnelles et juridiques qui existaient tombent en désuétude. Les salaires diminuent, la force de travail est dévaluée, il y a des licenciements. L'extrême droite et le fascisme montent, les médias jouent un rôle particulier, la propagande étatique est continuellement retransmise. C'est tout cela qu'on appelle en réalité totalitarisme moderne. C'est-à-dire pauvreté, misère, répression, tout cela ensemble forme, essaie de former une nouvelle société. C'est finalement le but de tout cela.

C : Graduellement, pas à pas, toute forme de résistance est mise hors-la-loi. On se vit déjà dans une époque où il y a un état d'urgence permanent.

S : Le régime fait tomber en désuétude toute limitation juridique et constitutionnelle entravant son mouvement. Ces limitations, en réalité, étaient le résultat du repli de l'État face aux luttes sociales et de classe qui ont eu lieu en Grèce jusqu'à la fin des années 1970. A travers ces luttes que l'État a affrontées tant avec la répression qu'avec l'assimilation avaient été conquises certaines choses qui sont maintenant supprimées.

C : Il y a principalement deux éléments idéologiques utilisés pour promouvoir le totalitarisme moderne. D'abord, celui de l'intérêt national, du salut du pays

début des années 1990. On a les longues grèves-occupations dans les mines de Mantoudi et dans l'industrie textile Piraiki-Patraiki contre la restructuration et les licenciements massifs. Par la suite, il y a eu des luttes qui n'avaient plus la forme de grèves longues et dures, mais d'une résistance sur les lieux de travail, c'est-à-dire des grèves et des mobilisations massives surtout contre toute tentative de l'État de procéder à une réforme des retraites et de la sécurité sociale. C'est ainsi qu'on peut expliquer par exemple le fait que l'attaque dans le domaine de la sécurité sociale en 2001 s'est heurtée à une grève générale très massive où tout a été paralysé, obligeant l'État à se replier, ne serait-ce que provisoirement. C'est-à-dire que l'État et le capital, dans leurs efforts continuels de s'attaquer aux travailleurs, se heurtent à des obstacles puissants y compris sur les lieux de travail. Cela ne signifie pas qu'ils ne parviennent pas à remporter aussi des victoires – ce qui est largement dû aux directions syndicales vendues, ainsi qu'aux positions et au rôle de la gauche de régime.

En même temps, dans cette période, on a – à part les luttes de classe – des luttes sociales fortes. Des résistances contre les plans de restructuration du système éducatif qui se déploient dans les années 1990 et 2000. De grandes mobilisations d'élèves accompagnées d'affrontements durs avec la police, des mobilisations d'étudiants qui acquièrent aussi une forme dynamique. Je me réfère ici aux mobilisations de 2006-2007, quand presque toutes les universités du pays ont été occupées et qu'une mobilisation continue dans les rues a abouti à des affrontements durs avec la police devant le Parlement.

On a aussi des résistances de communautés locales contre les plans de l'État et du capital visant à la destruction de régions entières au nom du développement. Un des exemples les plus importants est celui de la lutte intransigeante des villages de Varvara et d'Olympiada en Chalcidique contre l'installation de mines d'or dans les années 1990, une lutte qui a obligé la compagnie multinationale TVX Gold à abandonner ses plans. Un autre point où des luttes se sont déployées est celui de la destruction de la nature, avec l'exemple représentatif de la destruction du mont Parnitha et du détournement du fleuve Achéloüs.

Dans toutes ces luttes, petites et grandes, sociales et de classe, des compagnons anarchistes étaient toujours présents – ce qui a une importance particulière. Ils y participaient ou y étaient solidaires tout en tenant leur propre discours qui dépassait les limites étroites de revendications corporatistes. Leur discours et leurs positions ont été diffusés : l'organisation des luttes par en bas, la promotion d'un esprit collectif et la confrontation dynamique là où l'État et le capital essaient de s'imposer. Cela signifie que pas mal de gens, en plus des anarchistes eux-mêmes, étaient déjà familiarisés avec la logique de

de grèves générales, de luttes de communautés locales, ou de luttes pour la défense de la nature, il y avait une présence d'anarchistes avec un discours qui chaque fois liait le partiel, l'objectif de ce moment-là, au global. Et ça, c'est quelque chose qui, justement parce qu'il a lieu depuis longtemps dans plusieurs luttes, a donné des fruits et a rendu l'effort d'assujettir ou d'assimiler toutes ces luttes encore plus difficile pour les dominants.

C : Plus précisément, on pourrait dire que l'intervention des anarchistes a comme résultat le fait que des couches sociales plus larges s'approprient leur mode d'action, tel que les luttes dynamiques, les affrontements dans la rue, mais surtout le projet d'auto-organisation et la création de structures de résistance et de lutte, de structures stables. Et cette influence sociale des anarchistes est devenue visible surtout à partir de la révolte de décembre 2008.

S : Il y a deux points importants à signaler ici. Le premier, c'est l'histoire des luttes sociales et de classe des quarante dernières années en Grèce, c'est-à-dire de la période qui a commencé avec la chute de la dictature militaire en 1974. Le deuxième, c'est la rencontre de l'histoire de ces luttes avec celle du courant des anarchistes/anti-autoritaires qui a émergé¹¹ et qui a commencé à croître¹² au sein de ces luttes.

D'une part, après la chute de la dictature et jusqu'à la fin des années 1970, on a une vague de grèves extrêmement dynamiques dans les usines, des grèves sauvages qui revêtent le caractère d'une révolte contre la dictature du patronat et constituent les premières tentatives des ouvriers de s'organiser directement sur les lieux de travail. On a des moments importants de résistance ouvrière au

¹¹ Plus précisément, en ce qui concerne la période d'après-guerre, la première présence d'anarchistes est liée aux événements de la révolte de l'École Polytechnique de 1973, un peu avant la chute de la dictature. La participation de compagnons anarchistes à cette révolte a été très importante, pas en raison de leur nombre mais en raison de leur contribution politique particulière, dans le sens où ils ne se limitaient pas à des slogans contre la dictature, mais, au contraire, ont adopté des caractéristiques politiques plus larges, anticapitalistes et anti-étatiques. Cela a marqué l'histoire et l'évolution du mouvement anarchiste/anti-autoritaire, un mouvement qui, dans les années 1970, constituait la composante la plus radicale d'une dynamique sociale et politique remettant en question le passage de la dictature militaire à la démocratie parlementaire.

¹² Rappelons que le début des années 1980 a été marqué par l'arrivée au pouvoir du PASOK (PS) et par l'assimilation de luttes sociales. Par opposition aux gauchistes, les anarchistes ont été les seuls à ne pas être assimilés par le régime. En 1985, après l'assassinat par la police dans le quartier d'Exarchia du jeune de 15 ans Michalis Kaltezas, ils ont été à l'origine d'une multitude de résistances combatives, voire même de révoltes qui ont elles-mêmes constitué un terrain de rencontre entre les anarchistes et la jeunesse sauvage. A partir du début des années 1990, l'intensification de l'offensive de l'État et du capital, au nom de la modernisation et de la restructuration, a donné lieu à une série de luttes de travailleurs et d'étudiants, créant parfois de nouvelles formes d'intervention anarchiste.

qui se présente comme une voie à sens unique. Et ensuite celui de la « guerre des extrêmes » et de la défense de la légalité. Par la diffamation, ils s'efforcent de déformer les caractéristiques des luttes sociales et de classe au nom de la défense de la démocratie bourgeoise contre les « extrêmes ». Il s'agit là d'un des modes de valorisation des fascistes par l'État. Tous ceux qui résistent sont présentés comme appartenant à des « groupes d'extrémistes » et sont mis sur le même plan que les bandes fascistes. De cette façon, l'État se présente comme arbitre entre les « extrêmes », protecteur de la société et garant de la légalité. D'une légalité qui change continuellement en s'avançant rapidement vers la fascisation de l'État.

S : En réalité, il n'y a pas deux extrêmes, il y a deux mondes antagonistes. Il y a, d'une part, l'État et le capital qui collaborent avec les fascistes pour défendre le régime, quelle que soit la forme de sa gestion politique. Un élément commun de base qui les unit c'est la confrontation avec ceux qui luttent. C'est-à-dire que ces dernières années, il y a une alternance entre des attaques fascistes meurtrières contre des gens et des lieux de la lutte et des invasions policières, des opérations répressives, des attaques policières très dures contre des blocs de manifestants, des tortures, des arrestations, des détentions préventives. Ainsi, un compagnon, membre de l'Assemblée de Résistance et de Solidarité Kypselis-Patission, a failli mourir après une attaque meurtrière des flics pendant une manifestation ayant eu lieu le jour d'une grève générale.

Un autre exemple caractéristique, ce sont les tortures infligées aux compagnons arrêtés le 30 septembre 2012, quand une manif à motos antifasciste a affronté dans la rue et avec succès des fascistes qui faisaient un pogrom contre des immigrés. Les forces de répression sont alors intervenues, elles ont arrêté des antifascistes, elles les ont torturés dans le Bâtiment de la Sécurité et les compagnons arrêtés ont été accusés avec de lourdes charges. Et cela n'est pas un événement isolé, mais fait partie d'une attaque répressive généralisée où des membres des assemblées de quartier sont battus par la police quand les assemblées descendent en cortège dans la rue, où les photos des arrêtés prises par la police sont diffusées par les médias, etc.

⁵ La grève aux aciéries de Halysourgia à Aspropyrgos, déclenchée le 30 octobre 2011 contre la réduction des heures de travail accompagnée d'une réduction de 40 % des salaires, fut la plus longue grève d'usine en Grèce : elle a duré neuf mois. Malgré les difficultés financières énormes, les licenciements continus et les attaques répétées de briseurs de grève qui ont essayé d'entrer dans l'usine, la lutte n'a pas fléchi. Le 20 juillet 2012, juste après la formation du gouvernement issu des élections de juin, la police a envahi l'usine et arrêté des grévistes, premier acte de la politique répressive du nouveau gouvernement qui se poursuivra, entre autres, avec l'attaque des squats et des lieux auto-organisés.

Et tout cela va de pair avec les attaques contre les grèves. Un exemple caractéristique c'est celui de l'usine de Halyvourgia⁵ où les ouvriers faisaient grève depuis presque neuf mois, qui a été envahie par la police et qualifiée par l'État de « foyer d'anomie ». ⁶ Il y a aussi l'attaque répressive contre des ouvriers du nettoyage en grève à l'Université de Thessalonique, la réquisition récente des grévistes du métro et l'intervention de forces spéciales de la police dans le dépôt occupé par les grévistes. Et ces attaques sont accompagnées d'une rhétorique qui prend souvent un caractère de guerre civile de la part du gouvernement lui-même.

S : Ici, il faut dire qu'il y a d'une part une longue tradition d'importantes luttes sociales et de classe, de luttes très massives et emblématiques ; et d'autre part, il y a une longue tradition de violence et de répression étatique, une tradition de formes de gestion politique qui n'avaient rien à voir avec ce que l'on appelle la « démocratie bourgeoise » dans toute la période entre la Guerre Civile et l'instauration de la dictature militaire. Et cela est utilisé comme une menace de la part des dominants. Pour le dire simplement, ils disent aux gens :

« Soyez sages, parce que si vous n'aimez pas la situation qui existe maintenant avec la pauvreté, les licenciements, etc., il y a aussi l'autre solution. »

La solution d'une dictature formelle ou informelle.

C'est-à-dire que l'État utilise la menace de la Guerre Civile ?

S : Non, il n'utilise pas la menace de la Guerre Civile, il utilise la menace de la dictature ou plutôt la menace de sa victoire dans une guerre civile.

Concernant le rôle des fascistes et de l'État, ajoutons qu'il ne s'agit pas seulement d'un usage en alternance des bandes fascistes et des forces répressives contre ceux qui résistent. Il y a parfois une collaboration ouverte entre forces répressives et fascistes, surtout en ce qui concerne les attaques contre des immigrés, peut-être parce qu'ils pensent que là ils sont plus légitimés pour le faire.

Ici, on décrit une réalité très dure. Or, il est bon de préciser que celle-ci résulte du fait que l'État n'est pas parvenu à éliminer les résistances en Grèce et c'est

⁶ Anomie : absence de lois. Le terme « foyer d'anomie » a été aussi utilisé dans le discours gouvernemental essayant de légitimer l'opération répressive contre les squats et les lieux de lutte auto-organisés. Ce terme témoigne de la volonté de l'État de détruire tout espace échappant à son

l'État et des patrons, de sorte que ce front puisse non seulement empêcher cette attaque, mais aussi créer les conditions d'une contre-attaque. La question est de savoir comment se rencontreront, dans des processus de lutte et dans les rues, tous ceux qui, étant touchés par la pauvreté, le chômage, l'exploitation intense et la répression, luttent sur des fronts différents, et auxquels l'État choisit de s'attaquer séparément en misant sur leur diffamation et leur isolement afin qu'ils restent fragmentés, limités et finalement inoffensifs.

S : Et c'est ici qu'apparaît l'importance du politique, de la présence des anarchistes dans toutes ces luttes avec leurs caractéristiques politiques, en tant qu'anarchistes c'est-à-dire. Parce que contre les conceptions réformistes de médiation, on travaille de façon durable depuis des années sur la diffusion du projet anti-étatique et anti-capitaliste. En même temps, en ce qui concerne l'offensive du régime, à la fois à travers la répression étatique et les bandes fascistes, on démontre leur caractère unifié et, dans les rues, avec des rassemblements, des manifestations, des patrouilles, on s'efforce et on parvient souvent à dresser un mur contre eux.

Un exemple, c'est l'effort des fascistes pour s'implanter place d'Amérique¹⁰ après l'avoir fait dans le quartier d'Agios Panteleimonas. Nous avons fait une série de mobilisations qui avaient les caractéristiques d'un front social et de classe des gens d'en bas, de sorte que les fascistes ne puissent pas s'implanter sur la place d'Amérique. Pour donner une image, cette confrontation est aussi une confrontation « territoriale », aussi étrange que cela puisse paraître. En particulier, en ce qui concerne le centre de la ville, c'est un conflit continu où à chaque point où les fascistes s'efforcent de s'étendre, nous nous efforçons de notre part de les arrêter.

C : En mobilisant toutes les forces sociales qui sont antagonistes aux fascistes en termes de vie.

S : Et en mettant en avant des caractéristiques précises, anti-institutionnelles et horizontales.

C : Et en mettant aussi en avant dans notre discours, non pas simplement la solidarité avec les immigrés, mais surtout les luttes communes avec eux.

S : Pour nous, les luttes communes avec les immigrés, c'est un enjeu essentiel. Dans une série de fronts sociaux et de classe, qu'il s'agisse de luttes antifascistes,

Karagianni fut un échec : après l'opération policière, le bâtiment a été immédiatement réoccupé par de nombreux compagnons rassemblés à l'extérieur du squat pour manifester leur solidarité. Cela a marqué la suspension provisoire de l'opération répressive contre les squats et les lieux de lutte auto-organisés.

¹⁰ Quartier proche du centre d'Athènes où se situe le squat de Lelas Karagianni.

social, l'auto-organisation des résistances et besoins sociaux contre toute forme de médiation.

L'objectif du nouveau gouvernement tri-partitaire qui est issu des élections de 2012, avec en tête le parti de la Nouvelle Démocratie, était d'éliminer toute résistance et d'attaquer les couches plébéiennes de la société. Cette nouvelle phase a été inaugurée avec l'invasion de la police dans l'usine de Halyvourgia, et elle a été suivie par l'opération policière contre les immigrés appelée par euphémisme « Xenios Zeus »,⁸ leur enfermement dans des centres de rétention et des descentes policières dans des lieux de lutte occupés.

Quant à l'attaque des squats, il faut dire qu'elle avait déjà été annoncée quelques mois après décembre 2008 par le procureur général de l'époque, ce qui témoignait de la détermination du système à déraciner les lieux de lutte qui constituent les points de référence visibles d'un mouvement qui a joué un rôle catalyseur dans la révolte, de sorte que ne se reproduise jamais quelque chose de semblable, surtout dans les conditions explosives de la crise. A cette époque-là, en 2009, cette opération a été provisoirement stoppée par la mobilisation en solidarité avec les squats, certes dans le climat plus large de tension sociale qui prédominait peu après la révolte de 2008. Dans les années qui ont suivi, avec l'instabilité politique qu'on a déjà décrite, une telle opération aurait été risquée pour l'État et elle était toujours remise à plus tard. Mais même aujourd'hui, alors que l'État croyait peut-être qu'il se débarrasserait plus facilement de ce front de lutte, et dans des conditions d'une apathie sociale apparente, on a vu qu'après les expulsions de squats la lutte de solidarité multiforme et combative déclenchée par la réoccupation de Villa Amalias, l'occupation des locaux du parti de la Gauche Démocratique, et la manifestation de 10 000 militants à Athènes étaient le prétexte pour qu'une dynamique sociale reprenne le devant de la scène, une dynamique sociale qui, bien sûr, déborde de loin la question des squats. Ainsi, après l'échec de l'expulsion du squat Lelas Karagianni,⁹ cette offensive a été provisoirement enrayée.

En tout cas, pour nous, ce qui continue d'être en jeu c'est le renforcement du front social et de classe sur tous les points où se manifeste l'attaque de

⁸ *Xenios Zeus* : dans la mythologie, c'est ainsi qu'on qualifiait Zeus de dieu de l'hospitalité.

⁹ Le 20 décembre 2012, la police a procédé à l'évacuation du squat Villa Amalias qui a été réoccupé symboliquement le 9 janvier 2013 par un grand nombre de compagnons. Ce même jour, après l'intervention des forces policières et après des arrestations massives, tandis que d'autres compagnons occupaient les locaux de la Gauche Démocratique, qui à l'époque participait au gouvernement, la police a expulsé un autre squat, celui de Skaramanga. Plus de 10 000 personnes ont participé à la manifestation du 12 janvier appelée par les squats, signe d'une dynamique sociale inquiétante pour le gouvernement. Trois jours plus tard, la tentative d'évacuer le squat de Lelas

pourquoi il a recours à toutes ces formes de répression brutale. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas là de l'omnipotence de l'État, mais de la crise de sa légitimation sociale. Il y a eu des luttes très importantes, des révoltes, des mobilisations massives et dynamiques : la révolte de décembre 2008 qui était un moment de manifestation d'une dynamique sociale menaçante pour le régime et ses équilibres, ainsi qu'une série de mobilisations combatives les jours de vote des mémorandums.

Un exemple caractéristique de l'instabilité politique créée par l'impossibilité du système d'assurer le consensus social, c'est le fait qu'en une période très courte, depuis octobre 2011 jusqu'à juin 2012, deux gouvernements tri-partitaires différents ont été formés. Parce que la situation sociale était explosive. Par exemple, le 12 février 2012, jour de vote du deuxième mémorandum, 400 000 personnes sont descendues dans les rues et la disposition à l'affrontement avec les forces de l'ordre était majoritaire. Ce jour-là, ils tenaient vraiment avec difficulté le contrôle de la ville, car il y avait beaucoup de manifestants dans les rues, dont une partie s'affrontait avec la police et une autre partie les soutenait, ne se dispersait pas, mais restait dans la rue au milieu des affrontements. Et cela n'est pas tombé du ciel. Ce jour a été précédé par des rassemblements massifs et combatifs, comme celui du 29 juin 2011 qui a eu lieu avant le vote du programme des mesures d'austérité prévues par le mémorandum.

Pour reprendre depuis le début, suite à la révolte de décembre 2008, le gouvernement de la Nouvelle Démocratie est tombé après avoir eu recours à des élections anticipées en octobre 2009. A cette époque-là, la crise en Grèce était encore sous-jacente. Une partie des gens qui étaient descendus dans les rues en décembre vivait déjà ses conséquences – les chômeurs, les travailleurs précaires, etc. Certes, la situation d'alors n'a rien à voir avec l'intensité et l'étendue de la crise qu'on vit aujourd'hui.

En 2009, le parti qui gagne les élections avec une majorité forte est le PASOK, un parti disposant d'une tradition d'intégration des luttes. C'était un choix important de la part des patrons, un gouvernement-commando pour faire passer tout ce que n'importe quel autre gouvernement n'aurait pas pu faire, en mettant le pays sous la tutelle du FMI, de l'UE et de la BCE. Non seulement le gouvernement du PASOK n'a pas pu résister longtemps, mais le parti lui-même a failli disparaître. Non seulement il n'a pas pu jouer le rôle de médiateur, mais à un certain moment il s'est même affaibli au point de devenir un petit parti. Et cela est dû au fait qu'il y avait une situation diffuse d'agitation sociale dans les

contrôle.

rues, des manifestations, des attaques contre des politiciens du gouvernement, etc., une situation de tension continue et de mobilisation.

Après la crise du gouvernement PASOK – qui a abouti à l’annonce par le premier ministre d’un référendum sur l’approbation du deuxième mémorandum et qui l’a amené finalement à démissionner – ils ont essayé, en novembre 2011, la solution du premier gouvernement tri-partite sans avoir recours à des élections, la solution d’un gouvernement présenté comme consensuel et issu de la collaboration PASOK/ND/LAOS dirigé par un banquier. Eux non plus ne sont pas parvenus à perdurer en tant que gestionnaires politiques et à assurer le consensus sur une politique de mesures de plus en plus dures. C’est devenu manifeste avec les événements de la manifestation massive et combative du 12 février qui a conduit à l’usure de ce gouvernement et a obligé le régime à avoir recours à des élections. C’est exactement dans cette période que le discours étatique sur les « foyers d’anomie » s’est intensifié, les immigrés ont été de plus en plus ciblés, l’Aube Dorée (Chryssi Avgui) s’est renforcée.

A : Bien entendu, la crise du système politique, la remise en question du parlementarisme, n’amène pas à elle seule à la libération sociale, elle peut aussi amener à la fascisation de la société. Et certes, pour le régime il est préférable que la crise se manifeste dans ces termes plutôt que de conduire à l’accentuation des luttes sociales.

Cat : C’est pourquoi le renforcement de l’Aube Dorée par « l’État démocratique » fait partie d’une stratégie de contre-insurrection ou de contre-révolution, en particulier après la révolte de décembre 2008 et dans des conditions de crise : d’une part, les fascistes servent au système en tant que groupe d’attaque contre des gens en lutte, contre des anarchistes, des grévistes, des immigrés, avec des attaques sanglantes et meurtrières successives qui sont réalisées soit en collaboration soit sous couverture de la police ; et d’autre part, ils sont utilisés pour la gestion de la colère sociale, des impasses et du désespoir, de sorte que celle-ci se retourne contre les faibles et pas contre l’État et les patrons. Pour que la société s’aligne avec l’État même dans sa forme la plus totalitaire. C’est leur rôle historique.

⁷ En septembre 2013, après qu’il ait eu lieu cet entretien, quand les fascistes ont assassiné Pavlos Fyssas, l’État a procédé à des arrestations de cadres du parti néonazi Aube Dorée, en se présentant comme protecteur de « la légalité démocratique » et en utilisant cette affaire pour légitimer l’application de lois d’urgence qui seront par la suite utilisées contre ceux qui luttent. Voir Les fascistes sont des sections d’assaut de l’État et des sbires des patrons. Le monde de la résistance les écrasera, eux et leurs protecteurs, tract du Cercle de feu traduit en français sur le site squathost.com/anar_gr.

A : Les fascistes sont une des réserves du régime, un des moyens qu’il utilise pour s’attaquer aux gens qui luttent. Et en tant que tels, ils sont consommables, dans le sens où si leur action ouverte ne s’avère plus utile à l’État, ce dernier n’hésitera pas à les dénoncer en continuant toujours de les utiliser pour imposer son totalitarisme à la société.⁷

S : Il faut ajouter que, de l’autre côté, dans l’espace de la médiation, apparaît une nouvelle force, SYRIZA, qui tente de contrôler les mouvements, de les assimiler, de les intégrer dans la scène politique dominante, s’efforçant d’équilibrer une situation qui crée des perturbations importantes dans le système politique. Il y a une force dans les rues qui est – jusqu’à un certain point – incontrôlable. Et ils essaient de l’affronter, soit à travers la répression, soit à travers la diffusion d’une illusion : la possibilité d’une autre gestion politique basée sur le faux dilemme mémorandum ou contre-mémorandum. De cette manière, la raison de la crise – qui est l’existence du système étatique et capitaliste lui-même – est dissimulée. Et on parle de crise de la dette, de l’effort d’en effacer une partie, d’une approche différente de l’Union Européenne. Le but est de canaliser la contestation sociale diffuse de sorte qu’elle soit inoffensive pour le système.

Certes, c’est aussi lié au mode d’organisation de ceux d’en bas, à leurs limites. Il est vrai que toutes ces luttes importantes avaient une limite : l’absence d’auto-organisation des masses qui descendaient dans la rue, sur un plan quotidien, social, de classe, politique. Il y a eu de très grandes explosions, particulièrement les jours précédant le vote des mesures. Mais quand les mesures étaient votées, c’était la déception. Et c’est sur ce terrain de la déception qu’a travaillé la social-démocratie, le réformisme.

Cat : Les limites de ces luttes ne sont pas strictement organisationnelles. Elles sont aussi liées à la question de savoir jusqu’à quel point l’indignation diffuse est accompagnée d’une vision sur la manière dont la société pourrait vivre différemment, sans État ni patrons. C’est-à-dire, au moment du rejet des politiques imposées et de l’affrontement avec les gestionnaires politiques, que la société ne dépose pas son sort entre les mains du prochain « sauveur », qu’elle prenne sa vie en main. Le projet de la révolution sociale qu’on a choisi pour accompagner toujours nos mots d’ordre, nos affiches, nos banderoles dans ces manifestations massives résume le but pour lequel on lutte, celui du renversement total de l’État et du capital, mais aussi nos valeurs dans cette lutte, nos projets dans le présent pour la création de la société de demain. C’est-à-dire, même dans les conditions de misère créées par la crise, l’entraide contre la résignation et l’individuation, la solidarité contre le racisme et le cannibalisme